

Comptes consolidés

au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013

I. Comptes de résultat consolidés aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013

En milliers d'euros	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Chiffre d'affaires	3	239 274	246 548
Autres produits opérationnels	5	3 061	3 936
Achats consommés		-9 244	-10 650
Charges de personnel	4	-118 575	-124 249
Autres charges opérationnelles	5	-59 643	-60 076
Impôts et taxes		-8 554	-8 937
Dotations aux amortissements et aux provisions	6	-8 182	-8 507
Résultat opérationnel courant		38 137	38 065
Autres charges et produits opérationnels non courants	5	-2 199	-2 521
Résultat opérationnel		35 938	35 544
Coût de l'endettement financier net	7	-397	-95
Autres charges et produits financiers	7	-62	-759
Résultat avant impôt		35 479	34 690
Impôts sur les résultats	8	-11 293	-11 777
Résultat net des sociétés intégrées		24 186	22 913
Participation dans des entreprises associées			
Résultat net de l'ensemble consolidé		24 186	22 913
Dont intérêts minoritaires		2 431	2 508
Dont part du Groupe		21 755	20 405
Résultat net par action de l'ensemble consolidé (en €)	16	7,76	7,31
Résultat net dilué par action de l'ensemble consolidé (en €)	16	7,74	7,26

II. États du résultat global consolidé aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net de l'ensemble consolidé	24 186	22 913
Gains et pertes actuariels	11	-1 502
Impôts sur les éléments non reclassables en résultat	-9	501
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	2	-1 001
Écarts de conversion	-81	-72
Impôts sur les éléments reclassables en résultat		
Éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	-81	-72
Autres charges et produits enregistrés directement en capitaux propres	-79	-1 073
Résultat global de la période	24 107	21 840
Dont part du Groupe	21 689	19 362
Dont intérêts minoritaires	2 418	2 478

III. Bilans consolidés aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013

A. Actif

En milliers d'euros	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Actif non courant			
Écarts d'acquisition	9	45 665	45 676
Autres immobilisations incorporelles	10	3 816	1 741
Immobilisations corporelles	11	26 676	22 929
Immeuble de placement	12	131	135
Actifs financiers non courants	13	1 895	2 027
Impôts différés	8	11 174	12 171
Total actif non courant		89 357	84 679
Actif courant			
Stocks et en-cours		1 162	1 195
Clients et comptes rattachés	14	51 522	50 474
Autres créances et comptes de régularisation	15	13 722	13 426
Impôt courant actif	15	5 289	1 266
Valeurs mobilières de placement	20	27 133	49 871
Disponibilités et équivalents de trésorerie des activités commerciales	20	75 415	40 548
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises	20	133 710	150 340
Total actif courant		307 953	307 120
Total de l'actif		397 310	391 799

B. Passif

En milliers d'euros	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Capitaux propres (part du Groupe)			
Capital	16	5 610	5 600
Primes	V	1 227	1 025
Réserves et résultat consolidé	V	136 812	120 771
Total capitaux propres (part du Groupe)	V	143 649	127 396
Intérêts minoritaires	V	11 830	11 461
Total capitaux propres		155 479	138 857
Passif non courant			
Provisions et avantages au personnel	17 & 18	9 877	9 291
Emprunts et autres dettes financières	19	35 008	17 045
Impôts différés	8	364	417
Total passif non courant		45 249	26 753
Passif courant			
Provisions	17	1 192	2 498
Dettes financières à court terme	19	8 361	5 816
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises	20	86 488	102 608
Fournisseurs et comptes rattachés	19	19 332	18 115
Impôt courant passif	19	303	1 042
Autres passifs courants	19	80 906	96 110
Total passif courant		196 582	226 189
Total du passif		397 310	391 799

IV. Tableau des flux de trésorerie consolidés aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013

En milliers d'euros	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Flux liés à l'activité			
Résultat net (part du Groupe)	I	21 755	20 405
Intérêts minoritaires	I	2 431	2 508
Résultat net des sociétés intégrées	I	24 186	22 913
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence			
Dotations et reprises des amortissements et provisions		6 480	9 417
Plus ou moins-values de cession		-17	-1 423
Autres produits et charges calculés		-17	
Charge d'impôts différés	8	936	688
Coût de l'endettement brut	7	1 139	440
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		32 707	32 035
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	22	-2 724	5 068
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		29 983	37 103
Flux liés aux opérations d'investissement			
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles		-13 025	-5 124
Acquisitions / diminutions nettes d'immobilisations financières		128	-155
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)			
Incidence des variations de périmètre		-9	-74
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-12 906	-5 353
Flux liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital ou apports	V	211	658
Réduction ou remboursement de capital	V		
Distributions de dividendes	V	-7 633	-7 716
Coût de l'endettement brut	7	-1 139	-440
Émission / Remboursement d'emprunts		19 007	-4 180
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		10 446	-11 678
Variation de trésorerie			
Incidences des variations de taux de change		-49	-117
Trésorerie à l'ouverture	20	97 306	77 332
Reclassement de trésorerie		-47	19
Trésorerie de clôture	20	124 733	97 306

Ce tableau de flux n'intègre pas les flux de trésorerie gérés pour le compte de tiers dans le cadre des activités promotionnelles.

V. Tableau de variation des capitaux propres consolidés aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013

En milliers d'euros	Capital social	Primes	Réserves	Actions propres	Résultat	Écarts de conversion	Capitaux propres du Groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres au 31 décembre 2011	5 573	562	78 367	-252	28 783	-51	112 981	11 179
Résultat net de la période					20 405		20 405	2 508
Résultats enregistrés directement en capitaux propres			-957			-86	-1 043	-30
Résultat global de la période			-957		20 405	-86	19 362	2 478
Acquisitions de titres								-28
Augmentation / diminution de capital	27	463		168			658	
Titres d'autocontrôle				-33			-33	
Affectation résultat 2011			28 783		-28 783			
Dividendes versés			-5 573				-5 573	-2 168
Stock-options								
Capitaux propres au 31 décembre 2012	5 600	1 025	100 620	-117	20 405	-137	127 396	11 461
Résultat net de la période					21 754		21 754	2 431
Résultats enregistrés directement en capitaux propres			16			-81	-65	-13
Résultat global de la période			16		21 754	-81	21 689	2 418
Acquisitions de titres / achats de minoritaires			1				1	-1
Augmentation / diminution de capital	10	202					212	
Titres d'autocontrôle				-47			-47	
Affectation résultat 2012			20 405		-20 405			
Dividendes versés			-5 602				-5 602	-2 048
Stock-options								
Capitaux propres au 31 décembre 2013	5 610	1 227	115 440	-164	21 754	-218	143 649	11 830

VI. Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2013

NOTE 1 - Règles et méthodes comptables

Les états financiers consolidés du Groupe Tessi au 31 décembre 2013 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au 31 décembre 2013.

Les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 sont sans incidence sur les états financiers du Groupe.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire en 2013.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 avril 2014.

1. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis selon la convention du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur : les instruments financiers dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente. Les actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

2. Règles de consolidation

Toutes les sociétés dans lesquelles le Groupe Tessi exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe Tessi exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif ou un contrôle conjoint sont mises en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe contrôle au moins 20 % du capital de la Société.

Au 31 décembre 2013, aucune société du Groupe n'est intégrée selon la méthode de la mise en équivalence.

Les titres de filiales non significatives, ainsi que les titres détenus à long terme dans les SNC souscrites dans le cadre de la loi Girardin, sont classés en tant qu'actifs non courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en autres éléments du résultat global, sauf s'il s'agit d'une dépréciation durable (cette dernière étant alors enregistrée en résultat).

3. Conversion des états financiers

Les comptes financiers présentés dans ce rapport ont été établis en euros.

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis sur la base du taux de clôture pour les postes du bilan à l'exception des capitaux propres, et au cours moyen de l'exercice pour les éléments du compte de résultat.

Les différences de conversion résultant de l'application de ces différents taux ne sont pas incluses dans le résultat de la période mais affectées directement en réserves de conversion.

4. Méthodes et règles d'évaluation

4.1. Immobilisations incorporelles

a. Écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Les écarts d'acquisition correspondent à la différence, lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part dans l'évaluation à leur juste valeur des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT), qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables.

Les modalités des tests de perte de valeur des UGT sont détaillées dans la note 4.4.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé en autres charges opérationnelles non courantes. Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

Les écarts d'acquisitions comptabilisés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours de change en vigueur à la date à laquelle la juste valeur est déterminée.

b. Autres immobilisations incorporelles

Les logiciels et droits d'usage acquis en pleine propriété par le Groupe sont comptabilisés au coût d'achat.

Pour les logiciels générés en interne, seuls les coûts externes sont intégrés au coût d'acquisition.

Leur durée d'utilité est estimée au maximum à 5 ans, et ils sont amortis linéairement sur cette durée.

4.2. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition ou de production diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.

Les immeubles de placement sont comptabilisés à leur coût historique.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces derniers sont comptabilisés séparément.

Les immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrites ci-dessous.

a. Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 « Contrats de location », les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

b. Amortissement

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant la méthode linéaire. Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- ensembles immobiliers :
 - terrain non amortissable
 - aménagements terrain 10 ans
 - constructions et aménagements 30 à 40 ans
- agencements 5 à 8 ans
- matériel et outillage 3 à 7 ans
- mobilier, matériel de bureau 3 à 10 ans

4.3. Actifs financiers

a. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers sont notamment composés de titres participation et autres titres immobilisés de sociétés non consolidées, de prêts et créances financières à long terme et de titres de placement.

Ils sont analysés et classés en quatre catégories :

➤ Actifs financiers détenus à des fins de transaction

Les actifs détenus à des fins de négociation sont classés en tant qu'actifs courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en résultat.

La juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction est définie comme la valeur boursière (offre) à la date de clôture, ou sur la base des techniques d'actualisation des flux de trésorerie pour les instruments non cotés.

➤ Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance

Les placements ayant une échéance fixée supérieure à un an, que le Groupe a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à échéance, sont inclus dans les actifs non courants et sont comptabilisés au coût amorti. Ce dernier est déterminé en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des placements, diminué des pertes de valeur.

➤ Prêts et placements long terme

Les prêts et placements long terme sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis évalués au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

➤ **Actifs financiers disponibles à la vente**

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs que la Société a l'intention de conserver pour une période non déterminée et qui peuvent être vendus pour répondre à des besoins de liquidité ou des changements de taux d'intérêts. Ils comprennent les titres de participation non consolidés. Ils sont évalués à chaque arrêté comptable à la juste valeur, les gains et pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés en autres éléments du résultat global, sauf s'il s'agit d'une dépréciation durable (cette dernière étant alors enregistrée en résultat).

Les titres de participation et autres titres immobilisés font l'objet d'une dépréciation durable dès lors que la juste valeur de ces titres est inférieure à leur coût historique. Les dépréciations sont déterminées en tenant compte de la quote-part des capitaux propres détenus, de la valeur de marché des titres, lorsque celle-ci peut être connue, et des perspectives de rentabilité à moyen et long terme des participations concernées.

b. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du Premier Entré Premier Sorti et comprennent le prix d'achat et les frais accessoires.

c. Clients et autres créances d'exploitation

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale qui est équivalente à leur juste valeur compte tenu de leur échéance à court terme. Le cas échéant, ces créances sont diminuées d'une provision pour dépréciation, pour les ramener à leur valeur nette de réalisation estimée. Les provisions pour dépréciation des créances clients sont déterminées en fonction de leur antériorité et des risques de non-recouvrement identifiés.

d. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition, non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité.

Les placements classés en équivalents de trésorerie ayant une maturité supérieure à 3 mois ont des options de sortie sans pénalités exerçables à tout moment initialement prévues au contrat, et n'ont pas de risque de valeur lié au niveau de rémunération minimum acquise.

La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent également les comptes liés aux activités financières de CPoR Devises (comptes bancaires, devises, or). Pour une meilleure compréhension, les comptes présentés dans le bilan publiable de CPoR Devises ont été repris sur une ligne spécifique dans les actifs et passifs courants des bilans consolidés.

➤ **Opérations en devises**

Les actifs et les passifs libellés en devises sont évalués au cours de change communiqué par la Banque Centrale Européenne à la clôture de l'exercice.

➤ **Opérations Or**

Les avoirs et dettes en or sont valorisés selon les dispositions du règlement n° 89-01 du 22 juin 1989, relatif à la comptabilisation des opérations en devises, modifié par les règlements n° 90-01 du 23 février 1990, n° 95-04 du 21 juillet 1995, du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, et 00-02 du 04 Juillet 2000, du Comité de la Réglementation Comptable.

Les avoirs d'or physique, ainsi que les créances et dettes sont valorisés sur la base des cours de marché des différents produits commercialisés, à la date d'arrêté.

Le risque de variation de cours des avoirs physiques est couvert par une position courte symétrique en or scriptural (onces d'or), équivalente au poids total des avoirs d'or physique. Le fonctionnement du compte de couverture Or, structurellement à découvert, est autorisé dans le cadre d'une ligne de crédit confirmé.

Les primes attachées à certains produits dont le prix de marché est différent de la simple valorisation de leur poids d'or, ne font pas l'objet d'une couverture spécifique.

➤ **Comptes bancaires de la clientèle**

Les comptes bancaires de la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale, et les comptes en devises au cours de la Banque Centrale Européenne.

➤ **Prêts et emprunts au jour le jour**

Ils sont souscrits pour assurer la gestion quotidienne de la trésorerie.

4.4. Dépréciation des actifs

Dans le cadre de la norme IAS 36 « Dépréciations des actifs », la valeur nette comptable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur. Ce test est effectué au minimum une fois par an.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Une UGT est le plus petit groupe d'actifs générant des flux de trésorerie de manière autonome et correspond au niveau auquel le Groupe organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne.

Les flux de trésorerie retenus sont issus des « business plans » des UGT couvrant les cinq prochains exercices et sont actualisés par application d'un coût moyen pondéré du capital déterminé en fonction de l'activité des UGT.

Les trois secteurs retenus (Tessi documents services, CPoR Devises et Tessi marketing services) dans le cadre de la norme IFRS 8 constituent trois UGT homogènes. En raison de l'interdépendance des sociétés dans chaque secteur, il n'a pas été identifié d'UGT plus petite.

Une dépréciation est comptabilisée en raison de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif, cette dernière étant la plus grande valeur entre la valeur d'utilité et la juste valeur de marché diminuée des coûts de cession.

La dépréciation ainsi déterminée est imputée en priorité sur les écarts d'acquisitions puis au prorata des valeurs comptables des autres actifs.

4.5. Provisions

Des provisions sont constatées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation légale ou implicite vis-à-vis du tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources.

➤ **Provisions pour restructuration**

Une provision pour restructuration est comptabilisée quand un plan de restructuration formalisé et détaillé a été approuvé par l'organe compétent, et quand le Groupe a créé, chez les personnes

concernées, une attente fondée que ce plan sera mis en œuvre soit en commençant à exécuter le plan soit en leur annonçant ses principales caractéristiques.

La provision inclut uniquement les dépenses liées au plan comme notamment les coûts liés aux fermetures de sites.

➤ Provisions pour litiges

D'une manière générale, chacun des litiges et risques connus, dans lesquels le Groupe est impliqué, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêt des comptes par la Direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Elles comprennent notamment des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature fiscale, sociale et des litiges commerciaux.

4.6. Régimes de retraite et indemnités de cessation de services

Les engagements liés aux régimes de retraite à prestations définies sont provisionnés et déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Les engagements sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite. L'actualisation des engagements et la revalorisation des salaires ont été calculées par un actuaire indépendant utilisant une méthode actuarielle.

Il est considéré que les départs se font à l'initiative du salarié.

Les écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies postérieures à l'emploi, qui proviennent d'une part des changements d'hypothèses actuarielles et d'autre part des écarts d'expérience, sont reconnus en contrepartie des capitaux propres, nets d'impôts différés selon l'option de l'amendement à IAS 19.

Les effets significatifs d'une liquidation ou d'une réduction sur un régime postérieur à l'emploi à prestations définies, sont constatés intégralement par le biais du compte de résultat.

Par ailleurs, l'application rétrospective de la norme IAS 19 Révisée n'a pas d'incidence sur les comptes consolidés.

4.7. Actions propres

Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation des capitaux propres.

4.8. Avantages accordés au personnel et réglés par remise d'instruments de capitaux propres

Des options de souscription d'actions peuvent être accordées à un certain nombre de salariés du Groupe. Elles donnent le droit de souscrire à des actions de Tessi pendant un délai de quatre ans à un prix d'exercice fixe déterminé lors de leur attribution.

Les options font l'objet d'une évaluation déterminée par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres octroyés appréciée à la date d'octroi. Cette évaluation tient compte du prix d'exercice, de la durée de vie des options ainsi que du cours de l'action sous-jacente. Il n'a pas été tenu compte d'un taux de rotation des bénéficiaires, ceux-ci étant supposés présents à la date de levée des options.

Le coût des opérations réglées en actions est comptabilisé en charge avec, en contrepartie, une augmentation correspondante des capitaux propres, sur une durée qui se termine à la date à laquelle le bénéficiaire salarié devient créancier de la gratification. Aucune charge n'est reconnue au titre des avantages dont les titulaires ne remplissent pas les conditions exigées pour acquérir un droit de créance définitif.

L'effet de dilution des options non exercées a été pris en compte au niveau du résultat par action.

4.9. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités cédées ou en cours de cession

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs ou groupes d'actifs, sur la ligne « actifs destinés à être cédés ou abandonnés » du bilan dès lors qu'ils sont matériels. Ces actifs ou groupes d'actifs sont mesurés au plus bas de leur valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession. Les passifs d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés sur la ligne « passifs liés aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés » du bilan.

4.10. Passifs financiers

Les passifs financiers sont principalement constitués de dettes financières courantes et non courantes auprès d'établissements de crédit et d'un emprunt obligataire. Ces passifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, de laquelle sont déduits le cas échéant des coûts de transaction directement rattachables. Ils sont ensuite évalués au coût amorti, sur la base de leur taux d'intérêt effectif.

4.11. Compte de résultat

Le compte de résultat consolidé adopte une présentation par nature.

a. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est égal au montant des ventes de produits et services liés aux activités courantes de l'ensemble constitué par les sociétés commerciales consolidées par intégration globale. En ce qui concerne CPoR Devises, le chiffre d'affaires retenu est le Produit Net Bancaire. Il est composé des éléments suivants :

➤ Intérêts - charges et produits assimilés

Il s'agit de charges et produits d'intérêts sur les comptes bancaires et les opérations de prêts ou d'emprunts.

➤ Commissions

Elles sont comptabilisées en produits en totalité à la date d'encaissement

➤ Résultat sur opérations des portefeuilles de négociation

Ce résultat est composé des opérations de change dans le cadre de l'activité de CPoR Devises.

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 89-01 du 22 juin 1989, relatif à la comptabilisation des opérations en devises, modifié par les règlements n° 90-01 du 23 février 1990, n° 95-04 du 21 juillet 1995, du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, et 00-02 du 04 Juillet 2000, du Comité de la Réglementation Comptable.

Le résultat de change est déterminé par devise. L'ensemble des actifs et passifs en devises est réévalué en comparant la contrevaletur historique et la contrevaletur réévaluée sur la base des cours de référence à la date de clôture communiqués par la Banque Centrale Européenne.

Les profits et pertes de change sont comptabilisés par devise dans les comptes de gains ou de pertes sur opérations en devises, sans qu'aucune compensation ne soit effectuée entre plus et moins-values latentes.

Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

➤ **Autres produits d'exploitation bancaire**

Ils sont principalement composés des revenus liés à l'activité OR (achat-vente Or, commission Or...).

Le résultat des opérations or est déterminé par produit. L'ensemble des actifs et passifs en or est réévalué en comparant la contrevaletur historique et la contrevaletur réévaluée sur la base des cours de marché à la date de référence.

Les activités opérationnelles recouvrent toutes les activités dans lesquelles une entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

Les produits provenant de prestations de services sont enregistrés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés. Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction, ou des coûts associés.

b. Charges de personnel

Le poste « charges de personnel » inclut la participation des salariés, les avantages accordés au personnel et réglés par remise d'instruments de capitaux propres, ainsi que le CICE – Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi.

c. Impôt sur les résultats

Le poste « impôts sur les résultats » comprend la somme des impôts exigibles et d'impôts différés.

Des impôts différés sont comptabilisés pour tenir compte de l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales de certains éléments actifs et passifs du bilan consolidé. Ils sont calculés selon la méthode bilancielle avec application du report variable, sans actualisation.

Les pertes fiscales reportables font l'objet de la reconnaissance d'un impôt différé à l'actif du bilan dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les différences temporelles correspondantes pourront être imputées.

Les actifs d'impôts différés sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la proportion où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

L'horizon de recouvrement des reports fiscaux déficitaires fixé par le Groupe est de 8 ans.

4.12. Résultat net par action (RNPA)

Le résultat net par action a été calculé en conformité avec la norme IAS 33. L'information présentée est calculée selon les deux méthodes suivantes :

- RNPA : résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice,
- RNPA dilué : résultat net part du Groupe rapporté au nombre d'actions en circulation pendant l'exercice, augmenté du nombre d'actions dilutives potentielles relatives aux options de souscription d'actions.

4.13. Information sectorielle

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges.

Conformément à IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information présentée Note 3 pour chaque secteur est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel aux fins de prise de décision concernant l'affectation des ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Pour accompagner l'évolution de son périmètre et accroître sa lisibilité, le Groupe Tessi structure désormais son offre de la manière suivante :

- le secteur Tessi documents services propose une offre globale, complète et évolutive dans la gestion des flux entrants, circulants et sortants dans le contexte d'un marché de la dématérialisation qui explose :
 - flux entrants / dématérialisation : BPO pluri-sectoriels, activités de back-office bancaires moyens de paiement scripturaux (chèques, virements, prélèvements et effets électroniques) et gestion de moyens de paiement et encaissements,
 - technologies : édition et intégration de solutions logicielles et matérielles de traitement de moyens de paiement, documents hybrides et échanges numériques (BOS MANAGER, Docubase, Logidoc- Solutions, Sakarah, ASPOne.fr...),
 - flux sortants (mailings, factures, fiches de paie, relevés de compte, quittances...) : éditique de gestion, traitement industriel de courriers égrenés, recommandés et dématérialisés, dématérialisation des factures,
 - contact center : gestion de la relation client à distance.
- le secteur CPoR Devises rassemble les activités de grossiste sur le marché du billet de banque étranger et sur le marché de l'or physique en France, ainsi que les activités de change manuel de la banque belge Goffin Bank acquises en 2010,
- le secteur Tessi marketing services regroupe le marketing promotionnel, la logistique publi-promotionnelle et le marketing direct.

NOTE 2 - Variation du périmètre de consolidation au 31 décembre 2013

Variations du périmètre de consolidation et des pourcentages d'intérêts

1. Sur l'année 2013, acquisitions et créations des sociétés suivantes

- Complément d'acquisition au 30 décembre 2013 de la société Sakarah. Le pourcentage de participation du Groupe dans la société Sakarah est passé de 80% à 100%.
- Complément d'acquisition au 31 octobre 2013 de la société CLIP-Tessi, le pourcentage de participation du Groupe est passé de 99,8% à 100%.

Ces mouvements n'ont pas d'impacts significatifs sur les comptes consolidés 2013.

2. Autres mouvements sur l'année 2013

- Cession en date du 19 décembre 2013 de la société Tessi Tecnologia, basée au Brésil.
- Dissolution sans liquidation de la société STMP avec transmission universelle de son patrimoine à son associée unique, la société Tessi Chèque Bordeaux en date du 31 décembre 2013.
- Dissolution sans liquidation de la société CLIP-Tessi avec transmission universelle de son patrimoine à son associée unique, la société Tessi SA en date du 31 décembre 2013.
- Dissolution sans liquidation de la société Hexagonale Consultants avec transmission universelle de son patrimoine à son associée unique, la société Tessi SA en date du 31 décembre 2013.
- Fusion-absorption de la société RIB Informatique Rhône par la société RIP Tessi en date du 31 décembre 2013 avec effet rétroactif comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2013.

Ces mouvements n'ont pas d'impacts significatifs sur les comptes consolidés 2013.

NOTE 3 - Information sectorielle

1. Secteurs d'activité

➤ 31/12/2013

En millions d'euros	Tessi documents services	CPoR Devises	Tessi marketing services	Total
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires brut	162,6	51,8	27,0	241,4
Dont chiffre d'affaires inter secteurs	2,0		0,1	2,1
Total chiffre d'affaires	160,6	51,8	26,9	239,3
Résultat opérationnel courant	19,1	17,8	1,2	38,1
Dotations aux amortissements des immobilisations	4,5	1,4	0,5	6,4
Bilan				
Actifs sectoriels	100,5	18,1	12,6	131,2
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises		133,7		133,7
Actifs d'impôts				16,5
Autres actifs				115,9
Total des actifs consolidés				397,3
Passifs sectoriels	69,4	7,4	11,7	88,5
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises		86,5		86,5
Dettes financières				43,4
Autres dettes (avances sur opérations promotionnelles)				22,7
Passifs d'impôts				0,7
Capitaux propres				155,5
Total des passifs consolidés				397,3
Investissements non financiers	9,7	2,3	1,2	13,2
Autres informations				
Effectifs de clôture	3 058	143	206	3 407

► **31/12/2012**

En millions d'euros	Tessi documents services	CPoR Devises	Tessi marketing services	Total
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires brut	162,8	53,5	32,4	248,7
Dont chiffre d'affaires inter secteurs	1,9		0,2	2,1
Total chiffre d'affaires	160,9	53,5	32,2	246,6
Résultat opérationnel courant	19,0	19,1	-0,1	38,0
Dotations aux amortissements des immobilisations	5,3	1,2	0,6	7,1
Bilan				
Actifs sectoriels	92,5	17,3	14,2	124,0
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises		150,3		150,3
Actifs d'impôts				13,4
Autres actifs				104,1
Total des actifs consolidés				391,8
Passifs sectoriels	63,9	7,6	14,7	86,2
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises		102,6		102,6
Dettes financières				22,9
Autres dettes (avances sur opérations promotionnelles)				39,8
Passifs d'impôts				1,4
Capitaux propres				138,9
Total des passifs consolidés				391,8
Investissements non financiers	5,2	2,0	0,5	7,7
Autres informations				
Effectifs de clôture	2 942	150	217	3 309

Les actifs et passifs sectoriels de Tessi marketing services sont impactés de la cession d'une branche d'activité en novembre 2012.

2. CPoR Devises

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Intérêts / produits et charges assimilés	-780	-793
Commissions nettes	1 181	1 379
Résultat sur opérations des portefeuilles de négociation	35 331	35 530
Autres produits d'exploitation bancaire	16 000	17 237
Produit Net Bancaire	51 732	53 353

NOTE 4 - Charges de personnel

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Salaires et traitements	84 403	87 492
Charges sociales *	32 330	34 851
Participation des salariés	1 842	1 906
Paiement en actions (stock-options)		
Total	118 575	124 249

*dont CICE-Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi de 2,3 millions d'euros au 31 décembre 2013

➤ Effectifs présents au 31 décembre

	31/12/2013	31/12/2012
Cadres	485	475
Non cadres	2 922	2 834
Total	3 407	3 309

NOTE 5 - Autres charges et produits opérationnels

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Subvention d'exploitation	17	14
Reprises amortissements et provisions	863	1 620
Autres produits opérationnels	2 181	2 302
Total autres produits opérationnels	3 061	3 936

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Autres services extérieurs	38 486	37 463
Autres charges externes	20 722	21 668
Autres charges opérationnelles	435	945
Total autres charges opérationnelles	59 643	60 076

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Plus ou moins-values de cession	16	-320
Plus ou moins-values de cession des locaux de Bobigny		1 368
Total plus ou moins-values de cession	16	1 048
Coûts de restructuration	-2 215	-3 569
Dépréciation d'écart d'acquisition		
Total autres charges et produits opérationnels non courants	-2 199	-2 521

En 2013 les coûts non récurrents sont relatifs aux coûts de déménagement et de fermeture de notre centre éditique de Limoges à Longjumeau (1 074 K€), des fermetures des sites de production de Niort et Clermont Ferrand (250 K€), de la restructuration menée chez Sakarah (381 K€), des coûts relatifs au déménagement des sites bordelais au sein d'un bâtiment acquis par la société mère (363 K€) et la mise au rebut d'un logiciel de risque non utilisé (149 K€).

En 2012, les coûts de restructuration sont relatifs à la réorganisation du pôle marketing services et à la cession de la branche autonome d'activité logistique BtoB. Ils sont composés, d'une part, d'une indemnité de 1,7 millions d'euros versée dans le cadre de la reprise d'activité déficitaire, et d'autre part, suite au déménagement, d'un montant de charges de 1,8 millions d'euros composé des charges de double loyer, de remise en état des locaux et de valeur nette comptable des actifs abandonnés.

NOTE 6 - Détail des amortissements et provisions

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Amortissements	6 407	7 057
Provisions	1 775	1 450
Total	8 182	8 507

NOTE 7 - Charges et produits financiers

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Produits financiers sur trésorerie	742	345
Frais financiers sur emprunts	-1 139	-440
Coût de l'endettement financier net	-397	-95
Autres produits	210	183
Autres frais financiers	-272	-942
Autres charges et produits financiers	-62	-759
Total charges et produits financiers	-459	-854

NOTE 8 - Impôts sur les résultats

1. Analyse de la charge d'impôt

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Impôts sur le résultat de l'exercice	10 990	11 195
Autres impôts exigibles	-633	-106
Impôts exigibles	10 357	11 089
Liés à la naissance ou à l'inversion des différences temporelles	611	-576
Autres impôts différés	325	1 264
Impôts différés	936	688
Impôts sur les résultats	11 293	11 777

2. Rapprochement entre la charge d'impôt et le résultat avant impôts

En milliers d'euros	31/12/2013	Taux 2013	31/12/2012	Taux 2012
Résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé	21 755		20 405	
Intérêts minoritaires	2 431		2 508	
Résultat net des sociétés mises en équivalence				
Résultat net de l'ensemble consolidé	24 186		22 913	
Charge d'impôt du Groupe	11 293		11 777	
Résultat avant impôts	35 479		34 690	
Dépréciation des écarts d'acquisition				
Résultat avant impôts et dépréciation des écarts d'acquisition	35 479		34 690	
Taux d'imposition en France		x 33,33 %		x 33,33 %
Charge d'impôt théorique	11 826		11 563	
Rapprochement :				
Différences permanentes	-624		183	
Investissement Outre-Mer *	-1 181		-884	
Différentiel sur fiscalité étrangère	-163		-167	
Impact des différences des taux d'imposition	506		374	
Crédits d'impôts	-27		-131	
Déficits fiscaux non activés	850		911	
Déficits antérieurs non activés et utilisés			-293	
Déficits antérieurs activés et perdus	106		221	
Taux d'impôt effectif		x 31,83 %		x 33,95 %
Charge d'impôt réelle	11 293		11 777	

* Cet impôt différé actif correspond à l'économie d'impôt générée par les investissements Outre-Mer réalisés dans le cadre du dispositif Girardin (art. 217 undecies du CGI).

3. Les différences permanentes sont principalement liées aux éléments suivants

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Charges et produits non déductibles ou non imposables	-642	441
Autres	18	-258
Impôts sur les résultats	-624	183

4. Origine des impôts différés actifs et passifs

En milliers d'euros	31/12/2013			31/12/2012		
	Actifs	Passifs	Net	Actifs	Passifs	Net
Immobilisations		946	-946	110	880	-770
Amortissements (Crédits-Baux)						
Charges à payer / Produits à recevoir	853		853	849		849
Investissement Outre-Mer	7 128		7 128	7 743		7 743
Autres actifs	446		446	444		444
Provisions (IFC)	2 830		2 830	2 650		2 650
Autres passifs		1 618	-1 618		1 329	-1 329
Reports fiscaux déficitaires	2 111		2 111	2 169		2 169
Impôts différés sociaux	6		6		2	-2
Impôts différés nets	13 374	2 564	10 810	13 965	2 211	11 754
Impôts différés actifs au bilan			11 174			12 171
Impôts différés passifs au bilan			364			417

Au 31 décembre 2013, le montant des pertes fiscales reportables non reconnues s'élève à 9,6 millions d'euros.

NOTE 9 - Écarts d'acquisition

En milliers d'euros	Total	Tessi documents services	CPoR Devises	Tessi marketing services
Montant brut au 31 décembre 2012	53 403	38 684	12 041	2 678
Dépréciations cumulées	-7 727	-6 188		-1 539
Net au 31 décembre 2012	45 676	32 496	12 041	1 139
Acquisitions				
Cessions				
Réaffectation des écarts d'acquisition provisoires				
Dépréciations				
Écarts de conversion	-11	-11		
Dépréciations des actifs destinés à être cédés ou abandonnés				
Écarts d'acquisition au 31 décembre 2013	45 665	32 485	12 041	1 139
Montant brut au 31 décembre 2013	53 392	38 673	12 041	2 678
Dépréciations cumulées	-7 727	-6 188		-1 539
Net au 31 décembre 2013	45 665	32 485	12 041	1 139

Les écarts d'acquisition sont constatés à la date d'acquisition sur la base de l'allocation provisoire du prix d'acquisition.

Le Groupe ajuste cette allocation provisoire au cours de la période d'allocation (n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition) pour refléter les valeurs finales de certains actifs et passifs comme les actifs incorporels, les avantages du personnel, les passifs éventuels et les soldes d'impôt courant et différé.

Les écarts d'acquisition ont été soumis à un test de dépréciation conformément à la méthode comptable exposée en note 4.4.

Leur valeur d'utilité est calculée selon la méthode « Discounted Cash Flow ». Les principales hypothèses actuarielles pour réaliser les tests de dépréciation de valeur des UGT sont les suivantes :

- Nombre d'année sur lequel les flux de trésorerie sont estimés : cinq ans, sur la base des données issues du processus budgétaire pour la première année et d'une extension de ce processus pour les 4 années suivantes.
- Coût moyen pondéré du capital (WACC) de 8,08 %, revu en 2013 en fonction notamment de l'évolution des taux sans risque et de la prime de risque.
- Taux de croissance à long terme au-delà de la période de 5 ans du business plan de 2 %.

Le résultat de ces tests de dépréciation n'a pas conduit au 31 décembre 2013 à la reconnaissance de perte de valeur.

Par ailleurs, les analyses de sensibilité effectuées en faisant varier notamment :

- les hypothèses financières (WACC +0,5 point, croissance à long terme -0,5 point) et
- les hypothèses économiques (taux de croissance du chiffre d'affaires < -2 points générant un taux de résultat opérationnel courant de -1 point)

ne mettent pas en évidence de valeur recouvrable inférieure à la valeur comptable de chacune des UGT.

NOTE 10 - Autres immobilisations incorporelles

Analyse de la variation

En milliers d'euros	Total	Frais de Recherche et Développement	Concessions, brevets, licences	Logiciels en crédit-bail	Autres immos incorporelles	Immos incorporelles en cours
Valeur brute à l'ouverture	13 889	1 319	8 548	1 007	2 686	329
Cumul des amortissements	-12 148	-733	-7 806	-1 007	-2 602	
Cumul des pertes de valeur						
Valeur nette au 1^{er} janvier 2013	1 741	586	742		84	329
Acquisitions	2 787		1 269		186	1 332
Immobilisations générées en interne						
Variations de périmètre (net)	-9		-9			
Cessions (net)						
Dotations aux amortissements DAP des actifs destinés à être cédés	-1 047	-183	-699		-165	
Virements de poste à poste (net)	346		299		-2	49
Écarts de conversion (net)	-2		-2			
Reclassement actifs destinés à être cédés ou abandonnés (net)						
Valeur brute à la clôture	16 567	1 319	10 769	1 007	1 762	1 710
Cumul des amortissements	-12 751	-916	-9 169	-1 007	-1 659	
Cumul des pertes de valeur						
Valeur nette au 31 décembre 2013	3 816	403	1 600		103	1 710

NOTE 11 - Immobilisations corporelles

► Analyse de la variation

En milliers d'euros	Total	Terrains	Construction	Install. techn., matériels info et ind.	Install techn. en crédit-bail	Autres immos corporelles	Autres immos corporelles en crédit-bail	Immos en cours	Avances et acomptes
Valeur brute à l'ouverture	76 087	1 013	4 168	32 405	3 848	31 355	235	3 061	2
Cumul des amortissements	-53 158		-434	-25 766	-3 848	-22 875	-235		
Cumul des pertes de valeur									
Valeur nette au 1 ^{er} janvier 2013	22 929	1 013	3 734	6 639		8 480		3 061	2
Investissements	10 430		4 340	3 485		2 533			72
Variations de périmètre (net)	-6			-2		-4			
Cessions (net)	-178			-152		-26			
Dotations aux amortissements	-6 139		-170	-3 111		-2 858			
Dotations des actifs destinés à être cédés ou abandonnés									
Virements de poste à poste (net)	-346	961	1 572	-205		387		-3 061	
Écarts de conversion (net)	-14			-2		-12			
Reclassement actifs destinés à être cédés ou abandonnés (net)									
Valeur brute à la clôture	79 806	1 974	10 081	32 250	3 772	31 581	74		74
Cumul des amortissements	-53 130		-605	-25 598	-3 772	-23 081	-74		
Cumul des pertes de valeur									
Valeur nette au 31 décembre 2013	26 676	1 974	9 476	6 652		8 500			74

NOTE 12 - Immeuble de placement

En milliers d'euros	Évaluation au coût historique au 31/12/2013	Évaluation au coût historique au 31/12/2012
Valeur nette à l'ouverture	135	139
Valeur brute	198	198
Cumul des amortissements	-63	-59
Cumul des pertes de valeur		
Amortissements	-4	-4
Pertes de valeur (comptabilisées) reprises dans le compte de résultat		
Autres		
Valeur nette à la clôture	131	135
Valeur brute	198	198
Cumul des amortissements	-67	-63
Cumul des pertes de valeur		

NOTE 13 - Actifs financiers non courants

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Titres détenus jusqu'à l'échéance		
Prêts et créances à long terme		
Dépôts, cautionnements et prêts	1 711	1 839
Titres disponibles à la vente		
Titres de participation et autres titres immobilisés *	23 753	25 572
Créances rattachées aux autres titres immobilisés *	4 897	
Titres de placement en juste valeur		
Total valeurs brutes	30 361	27 411
Dépréciations cumulées *	-28 466	-25 384
Valeur nette	1 895	2 027

* dont investissements Outre-Mer réalisés dans le cadre du dispositif Girardin (art. 217 undecies du CGI).

1. Titres non consolidés (contribution en valeurs nettes)

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
24h00	182	182
Autres	2	6
Valeur nette	184	188

2. Analyse de la variation

En milliers d'euros	Total	Titres de participation et autres titres immobilisés	Créances rattachées aux autres titres immobilisés	Prêts	Dépôts et cautionnements
Valeur brute à l'ouverture	27 411	25 572		25	1 814
Cumul des pertes de valeur	-25 384	-25 384			
Valeur nette à l'ouverture	2 027	188		25	1 814
Acquisitions	4 948	10	4 897		41
Variations de périmètre					
Cessions (net)	-176	-10			-166
Remboursement	-4	-4			
Revalorisation					
Virements de poste à poste				-12	12
Écart de conversion	-3				-3
Pertes de valeur	-4 897		-4 897		
Valeur brute à la clôture	30 361	23 753	4 897	13	1 698
Cumul des pertes de valeur	-28 466	-23 569	-4 897		
Valeur nette au 31 décembre 2013	1 895	184		13	1 698

NOTE 14 - Créances clients et comptes rattachés

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Valeur brute	52 585	51 337
Dépréciation	-1 063	-863
Total valeur nette à l'actif	51 522	50 474
Acomptes reçus et avoirs à établir	-6 736	-5 988
Clients Affranchissements	-4 492	-4 279
Valeur nette clients	40 294	40 207
Valeur nette clients retraitée *	40 294	40 207
Chiffre d'affaires TTC (base 12 mois) *	224 298	230 919
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	65,57	63,55

* Hors activités financières

Les affranchissements sont gérés en débours, et ne font donc pas partie du chiffre d'affaires.

NOTE 15 - Autres créances et comptes de régularisation

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Acomptes versés et avoirs à recevoir	588	940
Créances sociales	368	198
Créances fiscales	8 571	8 109
Créances diverses	883	768
Charges constatées d'avance	3 312	3 411
Autres créances et comptes de régularisation	13 722	13 426
Impôts exigibles	5 289	1 266
Total	19 011	14 692

NOTE 16 - Capital social

Au 31 décembre 2013, le capital social se compose de 2 804 945 actions d'un montant nominal de 2 euros.

	Capital social en nombre d'actions	Capital social en milliers d'euros
Au 1 ^{er} janvier 2013	2 799 923	5 599,8
Annulation		
Levées d'option	5 022	10,0
Au 31 décembre 2013	2 804 945	5 609,8

1. Calcul du résultat par action

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé	21 755	20 405
Nombre moyen d'actions en circulation	2 802 598	2 791 958
Résultat de l'ensemble consolidé en euros par action (base 12 mois)	7,76	7,31

2. Calcul du résultat dilué par action

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé	21 755	20 405
Nombre moyen d'actions - dilué	2 809 033	2 809 033
Résultat dilué de l'ensemble consolidé en euros par action (base 12 mois)	7,74	7,26

3. Ajustements effectués afin de calculer le nombre moyen pondéré d'actions, dilué

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Nombre d'actions en circulation	2 804 945	2 799 923
Effet dilutif des options d'achats	4 088	9 110
Nombre moyen d'actions après dilution	2 809 033	2 809 033

4. Options d'achat d'actions

➤ Mouvements de l'exercice

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)
Options en circulation au 1 ^{er} janvier 2013	9 110	40,78
Options émises pendant l'exercice		
Options devenues non exerçables pendant l'exercice		
Options exercées pendant l'exercice	5 022	
Options en circulation au 31 décembre 2013	4 088	39,21
Options arrivées à échéance pendant l'exercice		
Options exerçables au 31 décembre 2013	4 088	

➤ Caractéristiques des options d'achat d'actions en circulation à la clôture de l'exercice

	Date d'attribution	Nombre d'options attribuées	Nombre d'options non exercées	Nombre d'options exercées en 2013	Période d'exercice		Prix d'exercice (en €)
					du	au	
Plan 6	09/06/2006	5 562	0	1 000	09/06/2010	09/06/2013	47,38
Plan 7	15/06/2007	10 658	1 088	1 522	15/06/2011	15/06/2014	49,26
Plan 8	16/06/2008	15 600	3 000	2 500	16/06/2012	16/06/2015	35,56
Total		31 820	4 088	5 022			

NOTE 17 - Provisions pour risques et charges

Analyse de la variation

En milliers d'euros	Total	Provisions pour indemnités de départ en retraite	Provisions pour restructuration	Provisions pour litiges
Valeur au 1 ^{er} janvier 2013	11 789	7 982	1 501	2 306
Variation de périmètre				
Provisions supplémentaires	519			519
Écarts actuariels *	-11	-11		
Augmentation des provisions existantes	987	840		147
Montants repris utilisés	-1 931	-82	-1 491	-358
Montants repris non utilisés	-283	-166		-117
Virement de poste à poste				
Écart de conversion	-1	-1		
Valeur au 31 décembre 2013	11 069	8 562	10	2 497
Provisions non courantes	9 877	8 562		1 315
Provisions courantes	1 192		10	1 182

* Les écarts actuariels sont comptabilisés en contrepartie des capitaux propres.

Les provisions pour litiges couvrent essentiellement des litiges sociaux, commerciaux ou dans le cadre de la marche normale des activités.

NOTE 18 - Engagements de retraite

Principales hypothèses actuarielles

En %	2013	2012
Taux d'actualisation	3,20 %	2,80 %
Taux attendu d'augmentation des salaires des cadres	2 %	3 %
Taux attendu d'augmentation des salaires des non cadres	1 %	2 %
Taux d'inflation	2 %	2 %

NOTE 19 - Passifs et créditeurs

1. Passif portant intérêt

Exercice 2013 - en milliers d'euros	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	5 184	32 223	96	37 504
Dettes financières diverses	416	2 689		3 104
Découverts bancaires	2 356			2 356
Intérêts courus non échus	405			405
Total des passifs portants intérêts	8 361	34 912	96	43 369

2. Passifs courants non financiers

Exercice 2013 - en milliers d'euros	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes fournisseurs	19 332			19 332
Dettes fournisseurs d'immobilisations				
Total fournisseurs	19 332			19 332
Acomptes reçus et avoirs à émettre	6 736			6 736
Dettes sociales	26 766		1 842	28 608
Dettes fiscales	16 218			16 218
Avances reçues pour le compte des opérations promotionnelles	22 681			22 681
Dettes diverses	2 873			2 873
Produits constatés d'avance	3 790			3 790
Autres passifs courants	79 064		1 842	80 906
Impôt courant passif	303			303
Total passifs courants non financiers	98 699		1 842	100 541

NOTE 20 - Trésorerie, équivalents de trésorerie et endettement net

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Valeurs mobilières de placement	27 133	49 871
Disponibilités et équivalents de trésorerie des activités commerciales	75 415	40 548
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises	133 710	150 340
Découverts bancaires	-2 356	-1 066
Trésorerie et équivalents de trésorerie	233 902	239 693
Avances reçues pour le compte des opérations promotionnelles	-22 681	-39 779
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises	-86 488	-102 608
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des avances	124 733	97 306
Dettes financières	-40 608	-21 442
Trésorerie nette incluant la trésorerie dédiée à l'activité CPoR Devises	84 125	75 864
Trésorerie dédiée à l'activité CPoR Devises	36 880	25 670
Trésorerie nette excluant la trésorerie dédiée à l'activité CPoR Devises	47 245	50 194

1. Trésorerie de CPoR Devises

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises	133 710	150 340
Comptes bancaires de la clientèle	27 059	35 539
Prêts au jour le jour	11 001	16 000
Avoirs en devises	58 626	41 544
Avoirs en or	26 668	34 280
Comptes courants débiteurs à vue	10 356	22 977
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises	-86 488	-102 608
Dépôts bancaires de la clientèle	-34 111	-47 325
Emprunts au jour le jour	-12 882	-4 189
Dettes en onces d'or	-24 121	-39 592
Dettes sur avoirs en devises	-15 360	-10 587
Comptes courants créditeurs à vue	-14	-915
Comptes courants à vue CPoR Devises	10 342	22 062
Trésorerie nette dédiée à l'activité CPoR Devises	36 880	25 670

2. Dettes financières

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Dettes financières inférieures à 1 an	5 600	4 397
Dettes financières supérieures à 1 an et inférieures à 5 ans	34 912	16 564
Dettes financières supérieures à 5 ans	96	481
Dettes financières	40 608	21 442

En janvier 2013, la société Tessi SA a finalisé sa première émission obligataire auprès d'investisseurs institutionnels français.

Les principales caractéristiques de cet emprunt obligataire sont les suivantes :

- Montant total de l'émission : 20 millions d'euros
- Date d'émission : 11 janvier 2013
- Maturité : 31 décembre 2018
- Coupon : 3,95%
- Place de cotation : Cote officielle de la Bourse du Luxembourg

NOTE 21 - Juste valeur des instruments financiers

Conformément à l'amendement d'IFRS 7, le tableau suivant présente les éléments comptabilisés en juste valeur par classe d'instruments financiers selon la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 : instruments directement cotés sur un marché actif
- Niveau 2 : instruments cotés sur un marché actif pour un instrument similaire, ou dont les techniques d'évaluations sont basées sur des paramètres observables.
- Niveau 3 : instruments dont les paramètres significatifs de valorisation ne sont pas observables.

	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur	Actifs / passifs évalués à la juste valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
En milliers d'euros							
Actifs							
Titres de participation et autres titres immobilisés	3	184	184		184		
Prêts et créances à long terme		1 711	1 711			1 711	
Clients et comptes rattachés		51 522	51 522			51 522	
Autres créances et comptes de régul. hors charges constatés d'avance		10 410	10 410			10 410	
Valeurs mobilières de placement – SICAV	1	27 091	27 133	27 133			
Dépôts à terme	2	18 000	18 000	18 000			
Disponibilité et équivalents de trésorerie des activités commerciales	1	57 415	57 415	57 415			
Disponibilité et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises	1	133 710	133 710	133 710			
Total des actifs financiers		300 043	300 085	236 258	184	63 643	
Passifs							
Emprunts et autres dettes financières à long terme	2	35 008	35 008				35 008
Dettes financières à court terme	2	8 361	8 361				8 361
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises		86 488	86 488				86 488
Fournisseurs		19 332	19 332				19 332
Autres passifs courants		80 906	80 906				80 906
Total des passifs financiers		230 095	230 095				230 095

Les valeurs mobilières de placement sont essentiellement composées de placements à très court terme (SICAV de trésorerie).

NOTE 22 - Variation du besoin en fonds de roulement

En milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012	Mouvements de périmètre	Autres mouvements	Variations de l'exercice
Variation des frais financiers	-405	-353			-52
Situation exploitation	-11 711	-12 296	25	31	529
Stock	1 162	1 195			-33
Créances d'exploitation	61 050	59 720	-1	-5	1 336
Dettes d'exploitation	-73 923	-73 211	26	36	-774
Situation hors exploitation	-20 163	-39 478	0	-30	19 345
Créances hors exploitation	6 172	2 034			4 138
Dettes hors exploitation	-25 857	-43 235		-27	17 405
Charges et produits constatés d'avance	-478	1 723		-3	-2 198
Besoin en fonds de roulement	-32 279	-52 127	25	1	19 822
Avances promotionnelles	22 681	39 779			-17 098
Variation du besoin en fonds de roulement retraité					2 724

NOTE 23 - Gestion des risques

1. Risque de taux

Dans le cadre de son financement, Tessi souscrit des emprunts bancaires à taux variables et fixes.

Les emprunts peuvent faire l'objet d'une couverture d'intérêts :

- soit par un swap de taux permettant de capper le taux d'intérêt variable
- soit par un swap de taux permettant de fixer le taux d'intérêt variable

Au 31 décembre 2013, cette couverture porte sur un montant nominal initial de dettes bancaires de 7,9 M€.

2. Risques de variation de cours

La Société n'est pas exposée de manière significative à des variations de cours.

3. Risques liés à l'environnement économique

Le Groupe est présent sur le marché français au travers de ses 3 business units (Documents Services, Marketing Services et CPoR Devises) et propose des services et des solutions technologiques à des clients dans de nombreux secteurs de l'économie.

Bien que l'activité du Groupe présente un bon niveau de résistance aux différents cycles économiques et notamment une forte récurrence grâce à des contrats pluriannuels, elle peut être sensible à l'évolution de la situation économique et financière générale et plus particulièrement de la situation financière des acteurs du secteur des services financiers et notamment les banques. Depuis 2008 ce secteur de l'économie a été le plus affecté par les incertitudes économiques internationales et la crise financière en Europe. Cette situation a pu créer des tensions chez les clients du Groupe générant une baisse du niveau de leur activité et de leurs relations avec leurs

fournisseurs et prestataires. Ces tensions sont potentiellement génératrices de pression sur les prix, d'arrêt ou de report de projets, notamment sur l'activité Documents Services.

Cette activité intègre notamment la division chèques et moyens de paiement scripturaux du Groupe, au sein de laquelle le Groupe accompagne la majorité des banques dans la gestion de leur filière des traitements des moyens de paiement papier. Dans ce contexte, le Groupe serait également affecté par une décision unilatérale qui viendrait remettre en cause la gratuité du chèque bancaire en France ou son existence même en tant que titre de paiement.

D'autre part, l'activité Marketing Services peut être extrêmement sensible aux budgets d'investissements en marketing et opérations promotionnelles consacrés par les annonceurs. Ces budgets sont eux-mêmes très sensibles à l'environnement économique et au moral des entreprises.

Enfin, le Groupe ne s'adresse actuellement qu'au marché français. Dès lors, son niveau d'activité est sensible à l'évolution de la conjoncture économique du pays.

Une évolution négative de l'environnement économique et financier affectant les marchés sur lesquels le Groupe est présent pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives.

4. Risques liés à la réglementation et à son évolution

Le Groupe exerce son activité dans un environnement fortement réglementé, tant au niveau national qu'europpéen, en particulier en matière de traitement de données et flux pour son activité Documents Services et pour sa filiale CPoR Devises, établissement de crédit. En outre, une part significative des clients du Groupe est soumise à la réglementation stricte du secteur financier.

La réglementation applicable aux activités du Groupe ou à ses clients est susceptible d'évolutions qui pourraient être tant favorables que défavorables au Groupe. Un renforcement de la réglementation ou de sa mise en œuvre, tout en offrant dans certains cas de nouvelles opportunités de développement, est susceptible d'entraîner de nouvelles conditions d'exercice des activités du Groupe pouvant augmenter ses charges d'exploitation, limiter le champ de ses activités ou plus généralement constituer un frein au développement du Groupe.

De manière plus générale, le Groupe ne peut garantir que des modifications rapides et / ou importantes de la réglementation en vigueur n'auront pas à l'avenir d'effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives.

5. Risques liés aux activités de CPoR Devises

CPoR Devises est un établissement de crédit avec une exposition élevée aux risques de non-conformité, qui se traduisent notamment en risque d'atteinte à l'image et à la réputation. Les risques identifiés sont :

➤ **risque lié au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme**

- acheter des valeurs d'origine frauduleuse,
- accepter des fonds issus d'activités illicites,
- accepter ou transférer des fonds passibles d'embargo,
- faciliter l'évasion fiscale,
- faciliter le financement d'activités terroristes.

CPoR Devises a mis en place un dispositif structuré, encadré par un Comité LCB-FT spécifique, qui intègre différentes mesures :

- un corpus procédural dédié, à la disposition de tous les collaborateurs de l'établissement sur l'intranet,
- des opérations effectuées très majoritairement avec des clients référencés et connus,
- un questionnaire spécifique pour les clients occasionnels, les interrogeant sur l'origine des fonds ou des valeurs et sur la justification économique de l'opération souhaitée,
- le filtrage des référentiels clients et des messages de règlement SWIFT par les listes de sanctions nationales et internationales,
- la limitation des activités internationales à une clientèle bancaire,
- la mise en œuvre d'un logiciel de détection des opérations atypiques permettant une analyse et une traçabilité des décisions,
- la formation régulière des personnels concernés.

➤ **risque déontologique de par son rôle de place sur le marché de l'or**

En effet la cotation officielle de l'or, démarrée en 1948 a pris fin en 2004. Depuis cet arrêt, CPoR Devises indique chaque jour à 13 heures les prix auxquels sont répondus tous les ordres passés auprès des établissements financiers et des professionnels de l'investissement agréés. Cette cotation est publiée sur le site de la Banque de France ainsi que par plusieurs médias nationaux. Les risques identifiés sont :

- non-respect de l'intégrité des actifs clientèle conservés en dépôt,
- non-respect des principes déontologiques en matière de cotation.

CPoR Devises opère une surveillance et une gestion du risque :

- une alerte quotidienne sur le niveau des soldes disponibles à la vente a été mise en place,
- la cotation des matières d'or est confortée par la tenue d'un carnet d'ordres qui conserve la traçabilité de tous les ordres pris en compte.

➤ **risque de non-conformité à l'agrément reçu par le Comité des Établissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement (CECEI)**

- défaut de constitution des dossiers clients, en particulier non-identification des ayants droits économiques,
- traitement des virements émis et reçus non-conforme aux obligations réglementaires,
- traitement de données personnelles non-conforme à la Loi Informatique et Liberté, défaut de déclaration à la CNIL ou non-respect de l'autorisation reçue,
- non-respect des limites de l'activité définies par l'agrément reçu.

CPoR Devises a mis en place le dispositif suivant :

- la mise en place d'une gestion électronique des documents permettant un contrôle permanent des dossiers clients
- l'encadrement des flux financiers : règlements émis uniquement à destination de comptes identifiés des clients, contrôle des donneurs d'ordre des virements reçus
- le contrôle permanent des soldes créditeurs.

➤ **risques opérationnels, en particulier liés à la sûreté des personnes et des biens face à tout acte de malveillance**

Ce risque majeur est pris en charge par :

- un responsable sécurité et un Comité sécurité dédié
- des mesures spécifiques auditées par un prestataire indépendant.

Les risques bancaires spécifiques auxquels est également exposée CPoR Devises et qui constituent une moindre menace sont les risques de financement à court et très court terme et les risques de marché sur les devises exotiques et sur sa position or.

Les risques de crédit, de taux d'intérêt et de liquidité sont reconnus comme faibles chez CPoR Devises.

Couverture des risques de marché sur les activités or et devises :

La politique générale de gestion Actif Passif se concrétise par une couverture systématique des actifs physiques détenus par CPoR Devises dans le cadre de ses activités de garantie de la liquidité des produits traités.

Les actifs physiques en or ou en monnaie fiduciaire sont couverts par des ventes scripturales symétriques. Ce principe se décline pour l'ensemble des actifs physiques traités par CPoR Devises.

Les opérations de couverture sont assurées par des transactions scripturales au comptant ou plus rarement à terme sans que leur échéance excède un mois. Les opérations de couverture sont effectuées quotidiennement ou en cours de journée en fonction de de la position de change globale des actifs / passifs et de la volatilité constatée sur les supports.

➤ **Couverture des actifs fiduciaires**

- Devises majeures : les actifs fiduciaires sont couverts par des ventes scripturales au comptant dans la même devise.
- Limites de la couverture : l'impossibilité de trouver des contreparties interbancaires pour des opérations scripturales sur certaines devises exotiques ne permet pas cependant d'aboutir à une couverture parfaite exhaustive pour chacune des deux cents devises traitées par CPoR Devises.
- Devises exotiques : en l'absence de marché scriptural interbancaire pour les devises exotiques, les actifs fiduciaires sont couverts par une vente au comptant de devises avec lesquelles une corrélation historique peut être établie (Dollars, Francs suisses, Dollars canadiens). A défaut de corrélation avérée, la couverture des devises exotiques est assurée par une couverture en Dollars.

➤ **Couverture des avoirs d'or physique**

- La couverture des avoirs physiques en or ou des engagements en cours est assurée par une vente symétrique d'or scriptural (onces) à découvert, correspondant au poids total des actifs détenus par CPoR Devises.
- La gestion du compte d'or scriptural, structurellement débiteur, est assurée dans le cadre d'une ligne de crédit confirmée.
- Le solde du compte scriptural est ajusté au minimum une fois par jour, en fonction de l'évolution du niveau des avoirs physiques et de la volatilité intra-day du cours de l'or.

- Limites de la couverture :
 - Les caractéristiques des pièces à intérêt numismatique et l'existence d'écart possible entre le cours international et national ne permettent cependant pas d'aboutir à une couverture parfaite des risques de marché attachés à la valorisation des actifs en or physique.
 - La couverture est assurée sur la base du poids des actifs physiques et ne prend pas en compte le niveau des primes pouvant exister pour certains produits à caractère numismatique dont le prix de marché est différent de la simple valorisation de leur poids d'or. L'exposition au risque de marché pour les pièces à intérêt numismatique est encadrée par une limite opérationnelle dont le montant est déterminé par le Conseil de Surveillance, fixé à 5 millions d'euros en 2013. L'exposition au risque de marché sur les primes numismatiques est déterminée en retenant une hypothèse de disparition totale et immédiate de la totalité des primes. Au 31 décembre 2013, le total brut des primes s'est établi à 2,7 millions d'euros.

NOTE 24 - Honoraires des Commissaires aux Comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe

En milliers d'euros	BDO Rhône-Alpes				Audits et Partenaires				Autres cabinets			
	Montants (HT)		%		Montants (HT)		%		Montants (HT)		%	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Commissariat aux comptes	287	276	84%	79%	215	220	100%	100%	46	46	42%	100%
Émetteur	48	47	14%	14%	48	47	22%	21%				
Filiales	239	229	70%	65%	167	173	78%	79%	46	46	42%	100%
Missions accessoires	19	29	6%	8%								
Émetteur	19	29	6%	8%								
Filiales												
Audit	306	305	90%	87%	215	220	100%	100%	46	46	42%	100%
Juridique, fiscal, social												
Autres prestations	35	46	10%	13%					64		58%	
Autres prestations	35	46	10%	13%					64		58%	
Total	341	351	100%	100%	215	220	100%	100%	110	46	100%	100%

NOTE 25 - Informations sur les entreprises et parties liées

Les principes et règles arrêtés par le Conseil d'Administration pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux sont précisés dans le rapport du président conformément aux articles L.225-37 du Code de Commerce.

La rémunération du Président-directeur général est fixée par le Conseil d'Administration et comprend, en principe, uniquement une partie fixe. Pour tenir compte des performances du Groupe, le Conseil d'Administration peut lui attribuer exceptionnellement une prime. La partie fixe est déterminée en considération des normes usuelles pour des postes de responsabilités comparables.

Comme l'ensemble des dirigeants du groupe, il bénéficie en outre des dispositifs de prévoyance collective et de retraite complémentaire institués pour tous les salariés du groupe et ne bénéficie d'aucun autre avantage spécifique en matière de retraite supplémentaire.

Aucun titre de capital, ou donnant accès au capital, ou donnant le droit d'acquérir des titres du capital de Tessi SA, ne lui a été attribué. De plus, il ne perçoit pas de jetons de présence des mandats qu'il exerce, que ce soit dans des sociétés du groupe ou dans des sociétés autres mais à raison de ses fonctions dans le Groupe.

Les jetons de présence versés aux membres non salariés du Conseil d'Administration de Tessi SA au titre de 2013 s'élèvent à 60 000 euros.

Une convention de bail est conclue entre Tessi SA et la SCI Tony Garnier, détenue par le Président-directeur général, pour un montant annuel de 161 088 euros hors taxes.

NOTE 26 - Engagements donnés - reçus

1. Engagements donnés

- Tessi SA s'est engagée à l'octroi de cautions, avals et garanties, en cas de défaillance financière de ses filiales et des sociétés du Groupe qu'elle contrôle indirectement, dans la limite de 25 millions d'euros, et sans limitation de montant à l'égard des administrations fiscales et douanières.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la société LOCAM à garantir que sa filiale (100 %) la société Tessi Informatique soit en mesure de faire face à toutes ses obligations au titre du contrat de prestations de services de gestion des cartes privatives conclu entre sa filiale et la société LOCAM.
À défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de ses obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la société CNP Assurances à garantir que sa filiale la société Tessi Documents Services (99,9%) soit en mesure de faire face à toutes ses obligations au titre du contrat de prestations de services production PREFON RETRAITE conclu entre sa filiale et la société CNP Assurances.
À défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de ses obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la société Caisse d'Epargne Ile de France à garantir que ses filiales les sociétés Tessi Documents Services (99,9%) et Tessi Technologies (100%) soient en mesure de faire face à toutes ses obligations au titre du contrat de prestations de traitement de documents conclu entre ses filiales et la société Caisse d'Epargne Ile de France.
À défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de ses obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la CNPS (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale) à apporter, en cas de défaillance financière de sa filiale Tessi GED tout le soutien nécessaire à l'exécution des obligations contractuelles de sa filiale.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès du LCL - Le Crédit Lyonnais à apporter, en cas de défaillance financière de sa filiale Tessi Editique tout le soutien nécessaire à l'exécution des obligations contractuelles de sa filiale.

- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de Pitney Bowes à apporter, en cas de défaillance financière de sa filiale Tessi Editique, tout le soutien nécessaire à l'exécution des obligations contractuelles de sa filiale.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la société EUROPCAR France à garantir que ses filiales, les sociétés Tessi Documents Services et Tessi Editique, soient en mesure de faire face à toutes leurs obligations respectives au titre du contrat de prestations de services de numérisation de documents et d'édition conclu avec la société EUROPCAR France. A défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de leurs obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.
- Tessi SA a accordé à l'actionnaire majoritaire une promesse d'achat portant sur 51 % des actions de la société Informatiques Services et Matériels - ISEM. Cette promesse pourra être exercée en une fois par l'actionnaire majoritaire à compter du 1^{er} juillet 2014 et jusqu'au 30 septembre 2014 inclus.
- Tessi SA a accordé à l'actionnaire majoritaire une promesse de vente portant sur 49 % des actions de la société Informatiques Services et Matériels - ISEM. Cette promesse pourra être exercée en une fois par l'actionnaire majoritaire en cas de changement de contrôle de Tessi SA au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce entre le 17 décembre 2008 et le 17 décembre 2014 à minuit.
- Tessi SA s'est engagée par lettre d'intention auprès de la Deutsche Bank AG à faire en sorte que sa filiale ICSB soit en mesure de faire face à ses engagements contractuels.
- Souscription par Tessi Documents Services auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant de 901 000 € en garantie des intérêts des URSSAF, clients de Tessi Documents Services
- Souscription par Logidoc-Solutions auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant de 650 000 € pour garantir la Poste de toutes sommes qui lui seraient dues par Logidoc-Solutions au titre du règlement des affranchissements postaux. Tessi SA s'est engagée par lettre d'intention auprès de la Société Générale à faire en sorte que la Banque n'encourt pas de perte du fait de son engagement avec Logidoc-Solutions et que Logidoc-Solutions respecte ses engagements envers la Société Générale et dispose d'une trésorerie suffisante.
- Souscription par Tessi MD auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant :
 - de 100 000 € pour garantir la société Distrimag SA de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi MD au titre du règlement des affranchissements postaux.
 - de 900 000 € pour garantir la Poste de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi MD au titre du règlement des affranchissements postaux.
Tessi SA s'est engagée par lettre d'intention auprès de la Société Générale à faire en sorte que la Banque n'encourt pas de perte du fait de son engagement avec Tessi MD et que Tessi MD respecte ses engagements envers la Société Générale et dispose d'une trésorerie suffisante.
- Souscription par Tessi Encaissements auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant :
 - de 60 000 € pour garantir la société Caisse Autonome de Retraite et de Prévoyance des Infirmiers, Masseurs Kinésithérapeutes, Orthophonistes et Orthoptistes - CARPIMKO en garantie du paiement de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi Encaissements

au titre d'une convention de délégation conclue entre CARPIMKO et Tessi Encaissements.

- de 145 000 € pour garantir du paiement de toutes les sommes qui seraient dues à la Caisse Autonome de Retraite des Médecins Français – CARMF par Tessi Encaissements en sa qualité de mandataire de l'agent comptable du bénéficiaire.
- Souscription par Tessi Editique auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant de 3 000 000 € pour garantir la Poste de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi Editique au titre du règlement des affranchissements postaux.
- Souscription par Tessi Editique auprès de la BNP d'une caution bancaire d'un montant de 1 000 000 € pour garantir la Poste de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi Editique au titre du règlement des frais d'affranchissement.
- XWZ 32 (mère de Tessi Editique) a accordé un cautionnement solidaire de la société Tessi Editique à hauteur de 1 000 000 € au profit de la BNP.

2. Engagements reçus

- L'actionnaire majoritaire détenant 51 % des actions de la société Informatiques Services et Matériels - ISEM a accordé à Tessi SA une promesse de vente. Cette promesse pourra être exercée par Tessi SA en une fois à compter du 1^{er} octobre 2014 et jusqu'au 31 décembre 2014 à minuit.

3. Dettes garanties par des sûretés réelles

- Tessi SA, nantissement :
 - de 1 421 actions de la société Logidoc-Solutions au profit de la Société Générale,
 - de la créance détenue sur le locataire au titre de la location d'un bien immobilier acquis en VEFA sis à LE HAILLAN au profit du CIC Lyonnaise de Banque.
- Tessi SA a accordé une promesse d'hypothèque de premier rang sur les locaux de Lyon au profit du Crédit Agricole Sud Rhône-Alpes en garantie d'un emprunt.

4. Autres engagements financiers

Des emprunts ont fait l'objet d'une couverture d'intérêt partielle sur un montant nominal initial de 7,9 M€.

Aucun retraitement sur la valorisation de ces couvertures n'a été opéré au 31 décembre 2013 dans les comptes consolidés compte tenu du caractère non significatif de l'impact, qui par ailleurs a été apprécié à partir des valorisations des contreparties.

NOTE 27 - Périmètre de consolidation au 31 décembre 2013

Information relative aux filiales consolidées par secteur d'activités

1. Tessi documents services

Sociétés	Pays	Contrôle (en %)	Intérêt (en %)	Méthode de consolidation
2PL-Prod	France	100	100	IG
ACCES Informatiques	France	100	100	IG
ASPOne.fr	France	100	100	IG
Atelier Pré St Gervais	France	100	100	IG
ATIA	Vietnam	60	60	IG
A.T.I.P.	France	100	100	IG
BIPIO	Île Maurice	91,5	91,5	IG
BIP-Tessi	France	100	99,9	IG
Bordeaux Saisie	France	100	100	IG
C2I Production	France	100	100	IG
GIP-Tessi	France	100	100	IG
ICSB	France	100	100	IG
ISEM	France	49	49	IG
Logidoc-Solutions	France	100	100	IG
Processure Company Limited	Île Maurice	50	50	IG
Perfo Service	France	100	100	IG
Prochèque Nord	France	100	100	IG
RIB Drôme	France	99,8	99,8	IG
Sakarah	France	100	100	IG
SATC	France	100	100	IG
SDIP-Tessi	France	100	100	IG
SEDI	France	99,8	99,8	IG
SIP-Tessi	France	100	99,9	IG
SLTC	France	100	100	IG
SMIP-Tessi	France	100	100	IG
Synercam	France	100	100	IG
TDC Tessi	France	100	100	IG
T.D.I	France	100	100	IG
TESCA	France	51	51	IG
Tessi Asia	Vietnam	75	75	IG
Tessi Chèque Auvergne	France	100	100	IG
Tessi Chèque Bordeaux	France	100	100	IG
Tessi Chèque Conseil	France	100	100	IG
Tessi Chèque Île de France	France	100	100	IG
Tessi Chèque Interbancaire	France	100	100	IG
Tessi Chèque Nanterre	France	99,8	99,8	IG
Tessi Chèque Normandie	France	100	100	IG
Tessi Chèque Rennes	France	100	100	IG
Tessi Contact Center	France	100	100	IG
Tessi Documents Services	France	99,9	99,9	IG
Tessi Editique	France	100	100	IG
Tessi Encaissements	France	100	100	IG
Tessi GED	France	100	100	IG

Sociétés	Pays	Contrôle (en %)	Intérêt (en %)	Méthode de consolidation
Tessi Informatique	France	100	100	IG
Tessi Paiements Services	France	100	100	IG
Tessi Technologies	France	100	100	IG
Tessi-T.G.D	France	100	100	IG
Tessi Transactions Services	France	100	100	IG
Tigre	France	100	100	IG
TSI Action Informatique	France	100	100	IG
Tunis Data Services	Tunisie	100	100	IG
XWZ 32	France	100	100	IG

2. CPoR Devises

Sociétés	Pays	Contrôle (en %)	Intérêt (en %)	Méthode de consolidation
CPoR Devises	France	80	80	IG
Intactus	France	100	100	IG

3. Tessi marketing services

Sociétés	Pays	Contrôle (en %)	Intérêt (en %)	Méthode de consolidation
Soft Promo	France	100	100	IG
Tessi MD	France	100	100	IG
Tessi TMS	France	99,9	99,9	IG
Tessi Procurement	France	100	100	IG

4. Autres et non affectées

Sociétés	Pays	Contrôle (en %)	Intérêt (en %)	Méthode de consolidation
Tessi Services	France	100	100	IG